

« 2026, l'été de tous les excès » - note de conjoncture climatique - Jean-Pierre Sylla, membre titulaire de l'académie de Mâcon – 30-09-2026

Le monde scientifique tend opportunément à caractériser le fait climatique sous l'angle de « l'évolution ou du changement ». Le seul qualificatif de « réchauffement climatique » apparaît, certes fondé, mais réducteur. En dépit de l'accroissement des activités humaines, les études paléoclimatiques ou environnementales admettent, pour les périodes plus anciennes, la présence de variations naturelles proprement dites. Il en est ainsi du néolithique assimilé au début de l'agriculture européenne et de la sédentarisation humaine (VII^e millénaire av. notre ère) avant que n'émerge l'ère géologique actuelle (anthropocène P. Cruzen, 1995). Il en est de même pour le « petit optimum médiéval » dit POM (X^e-XIII^e) que l'historien G. Duby qualifiait de « nouveau printemps du monde » (950-1250), temps de la christianisation favorable à l'affluence de bâtisseurs et d'une réelle prospérité agricole et viticole.

Précision liminaire, il faut acter que les gaz à effet de serre (GES) sont naturellement présents dans l'atmosphère (vapeur d'eau, dioxyde de carbone, méthane, protoxyde d'azote, ozone), car la terre n'absorbe qu'une partie de l'énergie du soleil. Ce phénomène naturel est appelé « effet de serre », les gaz, qui en sont issus, contribuent à réguler le climat. Sans l'effet de serre la température annuelle ne serait pas de 14° mais de -18°. Mais, ces dernières décennies leur concentration, liée aux activités humaines et à la combustion des énergies fossiles provoquent un déséquilibre sous forme d'un « réchauffement climatique ».

L'été 2026, se montre particulièrement représentatif et radical pour en illustrer les formes d'impact. Les conséquences principales sont de trois ordres : modification de la température, augmentation du niveau de la mer, perturbations météorologiques et événements extrêmes.

- Le réchauffement de la température, établi en référence à la période préindustrielle à la fin du XVIII^e siècle, est évalué aujourd'hui à 2° ou 2,1°. L'augmentation constatée devient significative à partir des années 1980. Ainsi, la température annuelle moyenne atteint en 2022 : 14,5°. Dans un scénario à plus long terme, la projection pourrait atteindre 3° à 4° en 2100, à lui seul, l'écart de la dernière décennie est de 1°24.

Géographiquement, les territoires français les plus impactés concernent le sud-est de la France, le pourtour méditerranéen, la vallée du Rhône et de la Garonne. À terme, le risque de pénurie d'eau pourrait affecter une partie du sud de la France. S'agissant de la saisonnalité, l'amplification de température se porte essentiellement sur les périodes estivales, mais à terme les vagues de chaleur pourraient s'étaler du début mai à fin septembre, avec une augmentation sensible du nombre de journées estivales à plus de 25° et symétriquement une diminution des journées de gel.

- La hausse du niveau de la mer (près de 10 cm en 25 ans) est directement liée à la fonte des glaciers et calottes polaires. Les principaux glaciers métropolitains ont perdu plus de 30 m en 20 ans. Bordée de mers sur 5 500 kms, la physionomie du territoire métropolitain se montre particulièrement vulnérable à l'érosion côtière (avancée de 100 à 150 m en 150 ans) et à la submersion d'habitats et d'axes de circulation majeurs (900 000 personnes concernées en zone côtière).
- Les pics de température et les événements météorologiques extrêmes apparaissent corrélés entre eux.

Ils se caractérisent par des vagues de chaleur prolongées, des sécheresses et de fortes précipitations (tempête, grêle, inondations...). Les zones sensibles au feu s'étendront vers le nord et l'est de la France (de l'ordre de 35 000 ha détruits et 240 départs de feu signalés en 2024).

- Sur les 55 millions d'hectares que compte le territoire français, les activités agricoles occupent la moitié (28 millions, 50,1 %) 37 % de sols cultivés, 34 % de sols boisés, 19 % de surfaces toujours en herbe, 6 % de landes. La forêt connaît l'effet conjugué de sécheresses répétées et de parasites bioagresseurs qui conduit au dépérissement d'essences forestières. Selon l'ONF et depuis une décennie, le taux de mortalité des arbres a augmenté de 80 % impactant 5 % à 8 % de la forêt jugée dépérissante, celle-ci présentant un caractère dégradé et des problèmes aigus de régénération naturelle. La mortalité touche majoritairement trois essences : l'épicéa (scolyte), le chêne sessile et le châtaignier. Dans une moindre proportion sont aussi affectés : le frêne, le pin sylvestre, le sapin et le hêtre des hautes futaies du mont Beuvray depuis Bibracte.
- S'agissant des productions alimentaires : en pays de vigne, l'avancée des dates de vendanges, corrélée à l'évolution de la température, se traduit en moyenne par 23 jours plus tôt que la décennie précédente avec des grumes plus petites n'affectant pas toutefois la qualité. De manière générale, compte tenu de l'évapotranspiration plus importante du végétal, le bilan hydrique se réduit de 100 mm soit la valeur de 2 mois de pluie. Dans le sud, le nombre de jours de « sol sec » augmenterait à même proportion, pouvant atteindre 7 mois en région méditerranéenne.
- La dégradation de surfaces agricoles et l'amenuisement de la ressource en eau pourront affecter fortement les rendements (1/5^e à 1/3 pour le maïs) et par voie de conséquence les coûts de consommation alimentaire. La culture de plein champ (grandes cultures, maraîchage...) se trouve fragilisée par de nombreux aléas mettant en cause les systèmes actuels fondés sur la production intensive et la spécialisation. Elle constitue avec le maintien d'un élevage extensif un enjeu majeur de pérennisation de la ruralité. Sa mise en cause constituerait, plus qu'un fait historique, un fait anthropologique, de nature patrimoniale, culturelle et paysagère. Plus globalement, une mutation de pratiques s'impose en faveur d'une diversification des cultures et du maintien de l'écosystème naturel (haies, rotation de cultures...), lequel doit être considéré comme un allié et non une contrainte (externalités positives). L'accent devrait être mis sur des modes d'adaptation aux conditions locales des sols et du climat. En d'autres termes, le sol ne doit pas se limiter à un support de culture, il faut réhabiliter l'agronomie comme science majeure.
- Pour toute production animale ou végétale, la France, à cet égard, bénéficie depuis le début du XX^e siècle de politiques de certification d'origine et de qualité (INAO) qui ont inspiré l'Europe. S'impose donc un modèle alternatif à la production de masse, fondé sur la multifonctionnalité, bénéficiant tout à la fois des avancées technologiques (robot, GPS...) et des enseignements de la tradition. Il reste que le modèle libéral de compétitivité mondiale a atteint ses limites. Coûteux en énergie, il organise la disparition programmée d'organisations productives locales par le jeu des agrandissements successifs corrélés à l'endettement, ceci sans que le consommateur n'y voie un quelconque bénéfice.